



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

Numéro 9 (1999)
Femmes du Maghreb

Zoubida HADDAD

En Algérie

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Zoubida HADDAD, « En Algérie », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 9 | 1999, mis en ligne le 22 mai 2006. URL : <http://clio.revues.org/index639.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://clio.revues.org/index639.html>

Document généré automatiquement le 04 octobre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Zoubida HADDAD

En Algérie

- 1 Le déferlement essayiste et médiatique de ces dernières années, favorisé par la conjoncture actuelle, parasite les efforts pour essayer de constituer un champ de recherches sur les femmes algériennes suffisamment structuré pour que n'importe quoi ne puisse pas être dit dans ce domaine. Il paraît utile dans ces conditions de tenter de prendre du recul pour marquer des points d'aboutissement et dégager les problématiques dominantes pour la période 1962-1990, laissant de côté pour le moment la production de ces dernières années qui relève d'un traitement spécifique. Il faut aussi garder à l'esprit que, contrairement à ce qui s'est passé pour les femmes de l'aire occidentale où le développement des études féminines (féministes) est lié au mouvement des femmes des années 70, la littérature sur la condition féminine en Algérie est très ancienne : contemporaine de la conquête française, elle continue sans interruption jusqu'en 1962 et est presque entièrement coloniale. La question de l'influence de cette littérature refoulée et du retour sous des atours plus ou moins nouveaux de ses thèmes devra être traitée aussi¹.
- 2 On peut distinguer deux périodes dans la constitution d'un domaine de recherche sur la (les) condition(s) des femmes en Algérie : avant la production universitaire qui commence au début des années 70, pendant une dizaine d'années, quelques publications dominent le débat sur les femmes, en particulier deux essais de F. M'rabet, *La femme Algérienne et Les Algériennes* et l'ouvrage de G. Tillon, *Le harem et les cousins*². Ces deux auteurs ont été lus, ont constitué des références pour tous et ont exercé une influence certaine sur la formation des problématiques.
- 3 Le premier ouvrage de F. M'rabet est un pamphlet construit à partir de faits divers et de témoignages ; son outrance rend sa lecture difficile et la seule explication à tous les problèmes est le recours aux facteurs psychologiques : tout est rapporté à la misogynie des hommes. Les mesures proposées sont soit utopiques, soit plutôt comiques (par exemple des brigades de militantes armées pour imposer les femmes dans la rue). Le second est un dossier plus intéressant sur la situation des femmes dans différents secteurs, essentiellement le monde de l'école et du travail ; elle accorde aussi une place importante au problème du statut personnel. Elle désigne trois points névralgiques de l'émancipation : l'instruction, la maîtrise de la natalité et le statut personnel. Ce sont les voies par lesquelles le progrès pourrait arriver selon la séquence : planning-développement-libération.
- 4 F. M'rabet, professeur de sciences naturelles, a écrit des ouvrages de militante et n'a pas d'autre ambition. *Le harem et les cousins* de G. Tillon se présente comme une recherche classique. On sait qu'il a eu un grand succès et qu'il a influencé beaucoup de jeunes chercheurs(es) algériens au moment de sa parution et il tend à apparaître comme un classique, comme la référence de base. Dans cette étude, l'Algérie est englobée dans l'ensemble méditerranéen et l'objet premier est l'aviissement des femmes dans cette aire : cependant de nombreuses analyses renvoient directement à l'Algérie. Tout l'ouvrage est un ensemble de variations sur le lien entre l'endogamie et la dégradation de la condition des femmes. Mais il n'y a ni mesures ni observations systématiques : c'est plutôt une promenade à travers le temps (elle part d'observations contemporaines et remonte à la préhistoire) et dans tout l'espace méditerranéen. D'après cette fresque, le monde méditerranéen est passé d'une république des beaux-frères (ou système exogamique) à celle des cousins (c'est-à-dire à l'endogamie) en passant du paléolithique au néolithique ; l'histoire récente avec l'urbanisation aurait accéléré ce processus. Ce qu'on retient essentiellement, c'est un ensemble d'exemples dispersés, tellement dispersés dans l'espace et le temps qu'ils perdent toute valeur démonstrative. Des comportements présentés comme typiques (formes de la jalousie, la défense des soeurs, la valorisation de la virilité, etc.) et décrits dans un style journalistique sont expliqués par

l'endogamie. Or pour l'Algérie précisément, on sait que celle-ci est une norme beaucoup plus qu'une réalité. Au demeurant, elle peut être mesurée, ce qui n'est pas fait dans l'ouvrage. L'endogamie est mise sur le même plan que la notion d'avilissement qui, elle, n'est pas mesurable. Ainsi, G. Tillon considère l'exhérédateur de la femme en Kabylie comme un signe d'avilissement. Mais elle ne dit pas si la femme mozabite qui hérite et est complètement cloîtrée est mieux lotie. Cela revient une fois de plus à raisonner sur un trait isolé d'un système culturel dont on ignore la cohérence. Le titre même de l'ouvrage avec la référence au harem ne pouvait produire que des méprises.

- 5 Ce procédé de généralisation et de globalisation sans enquêtes systématiques va faire beaucoup d'émules, G. Tillon ayant une place et un poids importants dans l'encadrement des chercheurs, en partie dus à ses positions durant la guerre d'indépendance.
- 6 La recherche universitaire algérienne commence au début des années 70 mais c'est après 1980 que les études deviennent suffisamment nombreuses pour constituer un domaine relativement autonome, avec un accroissement d'enquêtes et une diversification des approches méthodologiques. Elles portent sur l'émergence des femmes dans l'espace social et politique, sur la place des femmes dans le monde du travail et l'autonomie économique, sur le statut juridique et le code de la famille, sur l'univers mental étudié du point de vue psychologique ; enfin, de très nombreuses études abordent les discours sur les femmes, dans la littérature, la presse, la télévision, les manuels, etc. Dans cet ensemble, on a choisi d'analyser les problématiques portant sur deux thèmes qui comportent le maximum d'enquêtes sur le terrain et ont suscité les plus larges débats : la place des femmes dans l'espace social et politique d'une part et dans le monde du travail d'autre part.

L'émergence des femmes dans l'espace social et politique

- 7 Dans les recherches de cette période, à partir de la thèse d'Hélène Vandeveld, la question féminine est posée dans le cadre de la problématique du développement et de la transformation générale de la société, commune à tous les champs des sciences sociales naissantes³. Elle est aussi au fondement des textes officiels de cette époque en particulier des chartes de 1964 et 1976 : dans cette perspective, l'émancipation des femmes ne peut être que le résultat d'une évolution inéluctable, liée à l'essor économique et aux changements sociaux qu'il entraîne. La revendication féministe n'est donc pas légitime.
- 8 Les premières recherches de femmes universitaires, H. Vandeveld, N. Chellig⁴, S. Khodja⁵, Y. Bentabet⁶ s'inscrivent aussi dans la problématique du développement mais elles tentent de la retourner. Pour elles, c'est l'émancipation des femmes qui est la condition du développement et non l'inverse : le meilleur atout du progrès de toute la société, ce sont des femmes autonomes par l'instruction, le travail et la maîtrise de la fécondité. Elles affirment la nécessité de prendre au mot le discours et les textes officiels et de les traduire dans les faits par une politique volontariste, parce que les femmes sont prêtes, contrairement à ce qu'affirme le discours conservateur, « à participer au développement et à en prendre leur part »⁷. Leur argumentation, indépendamment du principe d'égalité et d'équité toujours réaffirmé, pourrait se résumer ainsi : 1- À propos de la scolarisation des filles qui se développe très rapidement après 1962, elles montrent non seulement une acceptation mais une demande très forte. C'est la preuve que le thème particulièrement utilisé avant 1962 par l'administration coloniale et complaisamment repris par N. Zerdoumi en 1969⁸, selon lequel il y a une très forte résistance des familles à la scolarisation des filles n'est qu'un mythe. Il s'agissait surtout de ne pas voir que, comme les historiens l'ont montré, l'offre de l'école après la première guerre mondiale a toujours été très inférieure à la demande. Donc la revendication générale de scolarisation est l'indice d'une acceptation par la société du changement pour les femmes. 2- L'argument essentiel pour justifier la revendication de la liberté et de l'égalité est la participation des femmes à la guerre d'indépendance : les femmes ont payé le prix du sang pendant la guerre. Il ne s'agit pas

de s'en tenir à la célébration des héroïnes mais de tirer les conséquences de la participation de l'ensemble des femmes à la campagne et dans les villes (en particulier dans les émeutes de décembre 1960 où elles étaient en première ligne). Cette participation est la preuve de la maturité politique des femmes et de leur capacité à jouer un rôle important dans la gestion des affaires publiques. Dans cette optique, tout se passe comme si la participation des femmes à la guerre d'indépendance, présentée généralement comme une irruption inattendue (« alors que personne ne s'y attendait » est une phrase qui revient souvent) avait été le théâtre d'une reconstruction radicale des rapports de sexes dans la société algérienne. La fin du système colonial est alors ipso facto la naissance d'une nouvelle société. Il ne reste plus qu'à expliquer « les retards, les reculs » par la mauvaise volonté des hommes.

9 Cette problématique du développement est datée, elle a été beaucoup critiquée dans les années 80. Au nom d'un ultra-radicalisme sans nuance, la plupart des recherches de cette orientation ont été taxées de conformisme et exclues de ce qui a été appelé « l'approche féministe »⁹. Parce qu'elles stigmatisent, les étiquettes empêchent de voir les véritables points d'achoppement d'une problématique et de repérer les vrais obstacles à la construction d'objets de la recherche dans les études féminines. Ce sont les difficultés de cette problématique qu'il faut essayer de dégager. Son noyau est une arme militante qui ne prend pas en compte des éléments historiques importants. Tout d'abord, comment peut-on considérer comme une divine surprise l'intervention des femmes dans un mouvement de cette ampleur, de cette durée et de cette intensité ? Il faudrait plutôt, se demander comment elles auraient pu ne pas en être et parler de « l'évidente » participation des femmes aux luttes d'indépendance comme A. Farge parle « d'évidentes émeutières » en Europe au XVIII^e siècle¹⁰. Il faut noter que cette présentation de la participation des femmes peut permettre de la minimiser comme l'a fait en 1980 l'historien M. Harbi en écrivant : « C'est très ambigu de dire que les femmes algériennes ont participé à la révolution algérienne. Ce sont des filles mal à l'aise dans leurs familles qui ont essayé de rejoindre le maquis...Il n'y a jamais eu de femmes dans les organes dirigeants du F.L.N. Ce thème a été exploité à l'intention de l'étranger »¹¹. L'enquête de D. Amrane a fait justice de ce déni et montré la réalité de cette présence des femmes au combat¹². On sait bien d'ailleurs que l'analyse comparatiste montre constamment la présence de femmes dans les temps courts des bouleversements, des guerres et des crises : un peu partout, une révolution, une guerre provoquent la participation des femmes qui assument alors les tâches les plus diverses puis produisent les conditions de leur retour au foyer comme le montre F. Thébaud à propos de la Grande Guerre. En second lieu, si on se place dans une perspective historique longue, des indications concordantes dans la poésie populaire orale comme chez les historiens montrent les Algériennes de différentes régions, au XVIII^e et XIX^e siècle, présentes dans les champs de bataille groupées en masse derrière les combattants qu'elles encouragent ou qu'elles empêchent de fuir. Elles peuvent aussi avoir à intervenir dans la négociation pour la libération des prisonniers, pour lesquels elles peuvent exercer un droit de protection (*anaya*). Or, le paradigme construit à propos de la participation des femmes à la guerre de libération implique qu'elles n'avaient aucune forme d'existence sociale auparavant. Une histoire des femmes qui ferait l'inventaire de leurs formes d'intervention sociales et politiques, même celles qui ne se présentent pas comme telles, permettrait sans doute de cesser de les déclarer socialement inexistantes.

10 Par ailleurs, on a beaucoup dit que la guerre de libération et l'indépendance n'ont rien apporté aux femmes mais on ne voit pas comment un événement fondateur de cette nature pourrait ne pas être décisif pour elles, comme pour toute la société. L'indignation sur l'absence de « récompense » des femmes doit faire place à des études précises sur la manière dont ce bouleversement historique a influencé la représentation et la définition des sexes et de leurs rapports. En particulier, il est clair qu'il a rendu possible la revendication féminine et la formation de mouvements de femmes de plus en plus autonomes. Ce n'est pas un hasard

si aucun mouvement féministe n'a pu se constituer pendant la période coloniale, pas plus d'ailleurs chez les Européennes que chez les Algériennes. C'est l'indépendance qui a libéré pour les femmes l'idée même qu'il y a des droits à revendiquer et qu'il est légitime de le faire.

Le travail féminin et l'émancipation

- 11 Au lendemain de l'indépendance, personne ne doute que l'instruction et le travail constituent le fondement du changement et d'une dynamique émancipatrice. Ce thème est présent partout, aussi bien dans les pamphlets de F. M'rabet que dans les revendications de l'organisation officielle, l'Union Nationale des Femmes Algériennes. Le travail est perçu comme affirmation de soi, affirmation dans la famille et affirmation dans la société. La Charte Nationale de 1976 définit la nécessité du travail féminin comme un impératif économique majeur et un droit dicté par le choix idéologique du socialisme : droit au travail pour tous, donc pour les femmes aussi mais sans référence à l'autonomie. Dans la recherche universitaire, sur cette question de la valeur émancipatrice du travail (et plus particulièrement du salariat puisque c'est cette forme qui se développe massivement après l'indépendance), trois regards divergents apparaissent.
- 12 Chronologiquement, la première thèse, liée à la problématique du développement, est celle qui considère que l'arrivée dans le monde du travail des premiers contingents de femmes est le point de départ d'un mouvement évolutif et irréversible qui ne peut que changer la conscience qu'ont les femmes d'elles-mêmes, celles qui travaillent comme celles qui ne travaillent pas et constitue un atout majeur dans la conquête de l'espace social et politique. H. Vandeveld, S. Khodja, N. Chellig prennent acte de la progression de l'emploi féminin, tout en dénonçant sa lenteur. Ainsi dans la typologie qu'elle construit à partir des données de son enquête de 1972, H. Vandeveld relève que ce sont les femmes qui travaillent, quelle que soit la nature de l'activité exercée, qui s'intéressent le plus à la vie sociale et politique, qui votent davantage et de manière plus autonome. C'est parmi elles aussi que l'on trouve le pourcentage le plus élevé de femmes satisfaites. Le revenu, essentiellement salarial des femmes constitue un facteur de changement dans les rapports de sexe dans une société qui n'avait connu que le travail des paysannes. Le travail féminin, même limité, apparaît comme un horizon possible et structure la conscience et les représentations féminines. Au milieu des années 70, la perception dominante présente le salariat comme un phénomène appelé à se développer, en liaison avec les très importants investissements qui suivent la nationalisation des hydrocarbures. La scolarisation massive des filles devait leur permettre d'y accéder.
- 13 À partir des années 80, deux nouvelles orientations se dessinent dans les recherches sur le travail des femmes. Dans l'une d'elles, on trouve des économistes comme F. Talahite, des sociologues comme D. Abrous et D. Guerrid, dans l'autre plutôt des psychosociologues comme C. Bouatta, D. Chérifati, F. Choutri, etc.
- 14 En 1983, F. Talahite, s'appuyant sur une critique des catégories utilisées par l'Office National des Statistiques, conteste d'abord la progression du travail féminin¹³. Elle remet en cause dans ses travaux la thèse du travail émancipateur à partir d'une analyse théorique globale des rapports entre travail salarié et procès de travail domestique. On ne s'intéressera pas ici à la critique globale qu'elle adresse aux différentes théories économiques qui ne prennent pas en compte le travail domestique mais seulement aux analyses concernant la situation des Algériennes : elles sont reprises dans de nombreux articles. Selon elle, le projet étatique de développement et de mobilisation de la société des années 70 a de fait, sinon délibérément exclu les femmes en les affectant en priorité à un procès de travail domestique issu de la destruction des anciennes formes de production et de la séparation entre l'espace de production et de reproduction. Le modèle d'industrialisation mis en place en Algérie se traduit inévitablement par une très faible salarisation des femmes, circonscrite aux grandes villes. Elle insiste aussi sur le fait que le taux d'activité des Algériennes est plus faible que dans les autres pays du Maghreb. Il y a une ambiguïté dans ses textes dans la mesure où on ne sait pas

ce qui tient à des mécanismes économiques et ce qui serait une volonté délibérée et stratégique des pouvoirs d'écarter les femmes. Ainsi : « L'expulsion des femmes du système productif se complète à l'intérieur de ce dernier par une tendance les éloignant de la production » ou encore : « la tendance la plus manifeste est leur expulsion pure et simple de la production, de l'emploi et plus globalement du champ social »¹⁴. Elle reconnaît dans d'autres textes que ce qui n'a pas encouragé les femmes à venir sur le marché du travail à n'importe quel prix comme au Maroc, c'est la nette amélioration du niveau de vie pendant les deux décennies 65-85, due à une redistribution de revenus (sous diverses formes : transports et loyers très bas, prix soutenus, médecine gratuite, etc.) permise par la rente pétrolière. Sa conclusion est que l'emploi féminin, « dérisoire et marginal », a encore un autre effet négatif : il introduit une scission entre la minorité qui travaille et la majorité des femmes au foyer vouées aux rôles traditionnels dont les normes patriarcales se trouveraient renforcées.

15 D'autres chercheurs proposent de montrer que le « travail libérateur » est un mythe. Ainsi, D. Guerrid, à partir d'une enquête dans une usine d'assemblage de téléviseurs à Sidi-Bel-Abbès, ville moyenne de l'ouest du pays, explique que le travail des femmes ne relève pas d'une décision individuelle mais d'un projet de groupe et que l'enfermement à l'usine est le strict équivalent de l'enfermement à la maison¹⁵. Il dénonce avec force la vision triomphaliste et euphorique de l'ouvrière entrant dans le champ économique et social. D. Abrous contestant aussi que le travail puisse être un facteur de libération ni même de changement, avance que la fonction proprement socio-économique du salaire féminin est subvertie et réintégrée dans une logique symbolique propre à la société traditionnelle¹⁶. Elle décrit des comportements qui mettent au jour ce qu'elle appelle la subversion/neutralisation du travail féminin : tout ce qu'il pourrait avoir de subversif (possibilité d'indépendance économique, participation à la prise de décision, etc.) est neutralisé et intégré dans la logique de domination. Elle relie cette stratégie au statut des femmes dans le monde musulman « qui consiste à leur nier toute indépendance économique »¹⁷.

16 Les analyses des psychosociologues apportent un éclairage différent. Elles remettent en cause la problématique d'une sorte d'inertie des pratiques et des représentations dans le monde des femmes dans son ensemble. Leurs enquêtes (questionnaires, entretiens, tests projectifs) mettent en valeur qu'avec la scolarisation massive des filles, le travail est le paramètre essentiel du changement et ce changement a des retombées sur celles qui ne travaillent pas. Elles montrent que le plus souvent la décision de travailler est une décision individuelle qui va se présenter de biais et mettre en oeuvre toute une structure de soutien pour se concrétiser même si les femmes peuvent avoir intérêt à laisser croire que la décision est collective. Elles insistent sur le savoir social que ces femmes acquièrent et les multiples manières dont elles l'utilisent en le combinant à des matériaux puisés dans le patrimoine culturel pour construire une image de soi valorisante à la fois comme femme et comme travailleuse pouvant se trouver en butte à des manifestations de réprobation. Les analyses portant sur les rapports de force à l'intérieur des familles apportent également des éléments différents de ceux de D. Abrous. D. Chérifati à propos des ouvrières et de leur famille, dit : « Tout est cassé quand en apparence rien ne semble avoir changé »¹⁸. Une autre parle du « silence » dans lequel de très profonds changements se produisent dans les rapports familiaux dès lors qu'une femme, épouse ou fille, étudie ou travaille. C. Bouatta¹⁹ dénonce le stéréotype selon lequel la famille, lieu de la tradition, emprisonne les individus et constitue toujours un frein à l'autonomie et au changement : d'après elle, dans une vision dynamique des situations, on observe plutôt que la famille peut pousser un de ses membres au changement parce qu'elle en tire des profits matériels et symboliques. Elle peut ainsi se trouver en position de pousser une femme dans les études puis dans une position professionnelle intéressante. À l'inverse, une femme qui fait des choix individuels en affrontant sa famille, ne s'en détache pas pour autant, ce qui signifie bien entendu qu'il ne peut y avoir d'un côté tradition et de l'autre innovation. Ces recherches

mettent aussi en valeur la connivence mères-filles pour contrer une décision ou en faire valoir une autre, tout un ensemble de stratégies qui relèvent de ce qu'Arlette Farge appelle « un féminisme informel »²⁰. La famille, y compris celle dont on dit qu'elle est patriarcale, ne peut pas être cette institution où tout est réglé selon des normes rigides. Elle est aussi un moyen pour les acteurs, hommes mais femmes aussi, même si c'est de manière inégale, de peser sur des décisions, d'affirmer des choix, en manipulant des prescriptions formelles.

17 Autre point essentiel : dans de nombreuses études, on voit que l'arrivée des femmes dans le monde du travail, limitée mais non marginale, a produit un mouvement irréversible d'aspiration au travail, à l'activité rémunérée et à ce qu'elle implique, c'est-à-dire une forme ou une autre d'autonomie. Ce mouvement, du fait des nouvelles orientations économiques et du désengagement de l'État, a donné naissance à un développement sans précédent du travail informel qui prend des formes très variées. Tous les observateurs sont d'accord pour penser qu'il concerne un nombre de femmes beaucoup plus important que celui des travailleuses déclarées²¹. Toutes sortes d'activités, exercées en auto-emploi se développent et sont appelées à se développer. Il est certain qu'actuellement le problème essentiel est celui des instruments à mettre en place pour mesurer des formes de travail difficiles à saisir et les représentations qui les accompagnent. Dans cette perspective, le travail salarié a produit des effets sociaux et culturels profonds et irréversibles.

18 Les thèses selon lesquelles la scolarisation et le travail des femmes ne changent pas les pratiques et les représentations sociales posent des problèmes difficiles : il y aurait alors permanence dans l'ordre symbolique et changement dans les conditions économiques et sociales, en somme deux temporalités différentes, éternellement décalées. Ces difficultés viennent de ce que la plupart des problématiques sont encore fondées, même lorsque les auteurs tentent de s'en dégager, sur des couples de concepts, tradition-modernité, espace public-espace privé, individu (dont on dit couramment qu'il n'existe pas au Maghreb)-communauté qui produisent de nombreux effets d'invisibilité et ne peuvent pas éviter l'impasse d'une vision anhistorique. Lorsqu'elles existent, les recherches historiques, et en particulier celles de la micro-histoire, montrent la diversité et le changement là où les approches globalisantes voient la tradition une et toujours la même, favorisant la vision misérabiliste dominante en même temps qu'un discours ultra-radical dont bien des formules marquent le retour de la vision "ensauvagée"²² de la société algérienne, caractéristique de la période coloniale. Ce discours, incapable d'être attentif à des démarches et des stratégies de libération dialectiquement liées à des trajectoires historiques et sociales diverses, conçoit le mouvement féministe sur un modèle unique et en termes de rupture totale ; il conduit le plus souvent à la confusion, au désespoir ou à la fuite.

Bibliographie

ABROUS, D.

1989 *L'honneur face au travail des femmes*, Paris, L'Harmattan.

AMRANE, D.

1991 *Femmes au combat*, Paris, Plon.

BENTABET Y.

1975 *Les lycéennes d'Oran entre tradition et modernité*, thèse de troisième cycle, Paris-Sorbonne.

BERNARD, C.

1990 « Femmes salariées et non salariées au Maghreb, des travailleuses à plein temps et hors du temps », Paris, CNRS.

BOUATTA, C

1986 *Attitudes et représentation des femmes algériennes concernant les rôles sociaux*. Paris, thèse de troisième cycle. Université de Nanterre.

CHELLIG, N.

1981 *L'espace féminin en Algérie*. Thèse de troisième cycle, Aix-Marseille I.

CHERIFATI, D.

1989 « Travail sur des représentations sociales : éléments pour la construction d'une image de soi chez un groupe d'ouvrières », *Cahiers de psychologie*, Université d'Alger.

GUERRID, D.

1994 « Femmes, travail et société : la société a toujours le dernier mot », *Femmes et développement*, Oran, ed. du CRASC.

FARGE, A.

1991 « Evidentes émeutières », *Histoire des femmes en Occident*, t. 3, Paris, Plon.

HARBI, M.

1980 « Les femmes dans la révolution algérienne », *Révoltes logiques*, n° 1.

KHODJA, S.

1980 « Les femmes algériennes et la politique », *Femmes et politique autour de la Méditerranée*, Paris, l'Harmattan.

LUCAS, P. VATIN, J-C.

1971 *L'Algérie des anthropologues*, Paris, Maspéro.

M'RABET, F.

1965 *La femme Algérienne*, Paris, Maspéro.

1967 *Les Algériennes*, Paris, Maspéro.

TAHON, M-B.

1978 *Les Algériennes entre masque et voile*. Thèse de troisième cycle, Paris.

TALAHITE, F.

1983 *Travail domestique et salariat féminin. Essai sur les femmes dans les rapports marchands. Le cas de l'Algérie*. Magister. Université d'Oran.

« Les femmes et le mythe du développement », Oran, *Bulletin du CRIDSSH*, n°7.

TILLON, G.

1966 *Le harem et les cousins*, Paris, Le Seuil.

VANDEVELDE, H.

1972 *La participation des femmes à la vie politique et sociale*. Thèse pour le doctorat de sciences politiques. Université d'Alger.

ZERDOUMI, N.

1969 *Les enfants d'hier. L'éducation en milieu traditionnel*, Paris, Maspéro.

Notes

1 Une première approche de ce travail à été exposée au séminaire *Femmes et politique : le cas du Maghreb*, à l'EHESS de Paris, en mai 1997.

2 M'rabet 1965, 1967. Tillon 1966.

3 Vandeveld 1972.

4 Chellig 1981.

5 Khodja 1980.

6 Bentabet 1975.

- 7 Vandeveld 1972.
8 Zerdoumi 1969.
9 Cf. Talahite 1983. Tahon 1978.
10 Farge 1991.
11 Harbi 1980.
12 Amrane 1991.
13 Cf. Talahite 1983.
14 Talahite 1983, p. 274.
15 Guerriid 1994.
16 Abrous 1989.
17 Cette affirmation simplifie une réalité plus complexe : le *fiqh* reconnaît explicitement aux femmes le droit de gérer leurs propres biens, la séparation des patrimoines dans le mariage est la règle. De plus, elles ne sont pas tenues de participer aux frais du ménage.
18 Cherifati 1989, p. 82.
19 Bouatta 1986.
20 Ces travaux montrent combien les formules-choc prisées par certains auteurs sont trompeuses. Cf. C. Lacoste-Dujardin, *Des mères contre les femmes, maternité et patriarcat au Maghreb*, 1985.
21 Voir la mise au point de C. Bernard 1990, p. 90-139.
22 Lucas, Vatin 1971.
-

Pour citer cet article

Référence électronique

Zoubida HADDAD, « En Algérie », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 9 | 1999, mis en ligne le 22 mai 2006. URL : <http://clio.revues.org/index639.html>

À propos de l'auteur

Zoubida HADDAD

Zoubida HADDAB politologue, est professeur à l'université d'Alger. Elle a publié en juin 1997 un article "Transmission et ruptures dans l'univers féminin d'une famille algérienne (1890-1980)" dans *Information sur les sciences sociales*.

Droits d'auteur

Propriété intellectuelle

Licence portant sur le document : Propriété intellectuelle